



Les grands titres:

- Sida : les Etats membres des Nations Unies adoptent des objectifs ambitieux pour mettre fin à l'épidémie d'ici 2030
- Malgré ses revers militaires et financiers, Daech représente toujours une menace élevée, selon l'ONU
- Centrafrique : Ban Ki-moon suit de près les enquêtes sur des meurtres impliquant des soldats de la paix
- Journée mondiale des océans : l'ONU demande aux Etats de s'engager à les protéger
- Érythrée : des crimes contre l'humanité ont été commis de manière systématique, selon l'ONU
- Climat : l'ONU se félicite du soutien de l'Inde et des Etats-Unis à une entrée en vigueur rapide de l'Accord de Paris
- Papouasie-Nouvelle-Guinée : Ban Ki-moon lance un appel au calme
- La FAO et l'OIT veulent combattre le travail des enfants dans le secteur agricole
- Au Paraguay, l'ONU appelle la société toute entière à s'investir dans la prévention des catastrophes
- Le Procureur du TPIY met en garde contre un possible regain de nationalisme dans la région

Sida : les Etats membres des Nations Unies adoptent des objectifs ambitieux pour mettre fin à l'épidémie d'ici 2030



Une vue de la salle de l'Assemblée générale de l'ONU, au cours d'une réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le sida, 8 juin 2016. Photo : ONU / Rick Bajorna

8 juin - Les Etats membres des Nations Unies ont adopté mercredi une Déclaration politique sur l'élimination du sida, qui comprend un ensemble d'objectifs spécifiques, assortis d'échéances pour mettre fin à l'épidémie de sida d'ici 2030 dans le cadre des objectifs de développement durable.

Cette déclaration a été adoptée au début d'une réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le sida, qui a lieu au siège de l'ONU à New York et à laquelle participent des chefs d'Etat et de gouvernement, des ministres, des personnes traitées vivant avec le sida, des représentants de la société civile et du secteur privé, des scientifiques et des chercheurs.

« Nous avons fait d'énormes progrès. Depuis 2000, le nombre total de personnes recevant un traitement antirétroviral a doublé tous les trois à quatre ans, grâce à des médicaments moins chers, une concurrence accrue et de nouveaux financements. Aujourd'hui, plus de 17 millions de personnes sont traitées, ce qui sauve des millions de vies et des milliards de dollars », a déclaré le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, lors de cette réunion.

« Le sida est loin d'être terminé. Au cours des cinq prochaines années, nous avons une fenêtre d'opportunité pour changer radicalement la trajectoire de l'épidémie et mettre fin au sida pour toujours », a-t-il ajouté. « En dépit des progrès remarquables, si nous n'agissons pas, il y a un risque que l'épidémie reparte dans les pays à revenu faible ou intermédiaire ».

Le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, Mogens Lykketoft, s'est félicité de son côté de l'unité de la communauté internationale « dans sa volonté de mettre fin à l'épidémie de sida dans le cadre des objectifs de développement



durable ». « Cette réunion jette les bases de progrès futurs », a-t-il ajouté.

Selon le Directeur exécutif de l'ONUSIDA, Michel Sidibé, « le monde a l'occasion de mettre fin à une épidémie qui a défini la santé publique pour une génération ». « Les décisions prises ici, y compris l'engagement de zéro nouvelle infection à VIH, zéro décès liés au sida et zéro discrimination, fourniront le tremplin pour la mise en œuvre d'un programme socialement juste, innovant et s'appuyant sur des données probantes qui mettra fin à l'épidémie de sida d'ici 2030 », a-t-il souligné.

Selon l'ONUSIDA, des progrès remarquables ont été accomplis dans la riposte au VIH depuis la dernière réunion de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le VIH et le sida en 2011. En décembre 2015, 17 millions de personnes avaient accès à des médicaments antirétroviraux. Les nouvelles infections à VIH chez les enfants et les décès liés au sida ont considérablement baissé. Il y a également eu des progrès dans la réduction des décès par tuberculose chez les personnes vivant avec le VIH.

Cependant, le nombre de nouvelles infections à VIH chez les adultes est resté presque stable depuis 2010 et trop de gens sont laissés de côté, y compris les jeunes femmes et les jeunes filles et des groupes spécifiques de personnes, notamment les travailleurs du sexe, les prisonniers, les hommes homosexuels et les autres hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes, les personnes transgenres et les personnes qui consomment des drogues injectables.

Pour mettre fin à l'épidémie de sida, l'ONUSIDA a établi une série d'objectifs assortis d'échéances, notamment réduire le nombre de personnes nouvellement infectées par le VIH de 2,1 millions en 2015 à moins de 500.000 en 2020, réduire le nombre de personnes qui meurent de maladies liées au sida de 1,1 million en 2015 à moins de 500.000 en 2020 et éliminer la discrimination liée au VIH.

Malgré ses revers militaires et financiers, Daech représente toujours une menace élevée, selon l'ONU



Le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, Jeffrey Feltman, s'adresse au Conseil de sécurité. Photo ONU/Eskinder Debebe

8 juin - Le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires politiques, Jeffrey Feltman, a affirmé mercredi devant le Conseil de sécurité que l'affaiblissement de Daech au cours des derniers mois n'était pas encore irréversible.

Le Secrétaire général adjoint a expliqué qu'en raison des revers militaires essuyés en Iraq et en Syrie ? Daech était entré dans une nouvelle phase, marquée par la promotion des groupes qui lui sont affiliés, des tentatives de transfert de fonds hors des zones de conflit et un risque accru d'attaques internationales.

Selon lui, les attentats commis à Paris en novembre 2015 et à Bruxelles en mars 2016 montrent le rôle important que peuvent jouer les combattants terroristes revenus d'Iraq et de Syrie dans la coordination d'attaques terroristes.

Pour la première fois depuis qu'il a proclamé le « califat » en juin 2014, le noyau de Daech connaît des difficultés financières, a poursuivi M. Feltman. Il a indiqué que Daech cherchait à compenser la perte de revenus tirés de la production et du raffinage de pétrole par une intensification des mesures d'imposition et d'extorsion.

« On ignore les montants exacts qu'il tire du trafic d'antiquités, qui se déroulerait maintenant au Yémen et en Libye, mais cette activité demeure une source de revenus », a-t-il dit. Il a indiqué que Daech pourrait chercher à diversifier encore ses sources de revenus, en sollicitant des dons extérieurs, en déplaçant des fonds à l'échelle internationale, par le biais de canaux légaux ou illégaux, ou en convertissant ses devises en or, plus aisément transférable.

M. Feltman a insisté sur les gains enregistrés par Daech en Libye dans un temps limité. Malgré les difficultés pour consolider ces gains, Daech a pris conscience que s'implanter en Libye lui permettrait de créer une plaque tournante qui l'aiderait à se développer dans l'ensemble du Maghreb et du Sahel, et au-delà.

En Afghanistan, Daech a prouvé, malgré les revers militaires essuyés en 2015 et en 2016, qu'il était capable, en dépit d'une

faible emprise territoriale, de mener des attaques dans les grandes villes situées au-delà des limites de son fief, a poursuivi M. Feltman.

Il a également noté que les technologies de l'information et des communications constituaient un vecteur fondamental pour Daech et jouaient un rôle essentiel dans ses activités et celles de ses membres, y compris pour ce qui est du recrutement et de l'organisation d'attentats. La violence sexuelle continue d'être utilisée par Daech comme tactique terroriste pour accroître son pouvoir et ses recettes et élargir sa base de recrutement, ainsi que pour détruire le tissu social des communautés visées, a averti M. Feltman.

Face à Daech, le Secrétaire général adjoint a expliqué que les Etats membres avaient notamment continué d'harmoniser leur législation conformément à la résolution 2178 (2014) du Conseil, de renforcer leurs capacités pour mener les enquêtes efficacement et porter devant la justice les affaires complexes liées au terrorisme, d'identifier les freins à l'échange d'informations financières et d'élaborer des stratégies globales de gestion des frontières.

De son côté, l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme de l'ONU a mis au point un plan de renforcement des capacités destiné à endiguer le flux de combattants terroristes étrangers, a-t-il indiqué. Ce plan comprend 37 propositions de projets qui touchent à tous les aspects de cette problématique, y compris la radicalisation, les déplacements et le financement, ainsi que la réadaptation et la réinsertion des combattants qui reviennent au pays.

M. Feltman a indiqué que le budget total de ce plan s'élevait à entre 100 et 120 millions de dollars pour une durée comprise entre 3 et 5 ans. Pour l'heure, les promesses de dons s'élèvent à 10%, a-t-il souligné, avant d'encourager les Etats membres à apporter leur appui financier.

Centrafrique : Ban Ki-moon suit de près les enquêtes sur des meurtres impliquant des soldats de la paix



Des personnes déplacées dans une église à Bossangoa en République centrafricaine.
Photo: HCR/B. Heger

8 juin - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a pris note de la parution d'un nouveau rapport de Human Rights Watch dénonçant l'impunité dont bénéficieraient, selon l'ONG internationale, des soldats de la paix potentiellement impliqués dans des meurtres en République centrafricaine et apportant de nouvelles preuves concernant ces allégations.

Dans une note publiée mardi soir par son porte-parole, le Secrétaire général a dit « partager les préoccupations de Human Rights Watch concernant l'impunité pour les violations des droits de l'homme », liées à des allégations impliquant des soldats de la République du Congo en République centrafricaine.

Selon le rapport de Human Rights Watch, deux ans après que l'ONG internationale a communiqué pour la première fois des informations sur des disparitions forcées qui auraient été perpétrées par des soldats de la paix congolais en République centrafricaine, le gouvernement de la République du Congo n'a toujours pas pris de mesure pour mener des enquêtes crédibles ou rendre justice pour ces crimes.

En réponse aux craintes formulées par Human Rights Watch, M. Ban a dit attendre des autorités de la République du Congo qu'elles veillent à ce que les auteurs de ces crimes soient « pleinement tenus responsables ».

Le Secrétaire général a précisé que, depuis que ces allégations ont été mises en lumière en 2014, l'ONU s'est montrée proactive afin de régler cette question auprès de l'Union africaine (UA) et de la République du Congo, « au travers de diverses voies formelles et informelles ».

Il par ailleurs affirmé qu'il continuerait à suivre l'évolution de ces cas, comme il l'a fait au cours des deux dernières années.

Selon Human Rights Watch, des soldats de la République du Congo auraient tué au moins 18 personnes, y compris des femmes et des enfants, entre décembre 2013 et juin 2015, alors qu'ils étaient déployés au sein de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous la conduite de l'Union africaine (MISCA), puis de la Mission multidimensionnelle intégrée

des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA).

M. Ban a énuméré un certain nombre de mesures prises par l'ONU concernant les faits décrits dans le rapport de l'ONG.

S'agissant de la disparition de 11 personnes en mars 2014 dans la ville de Boali alors qu'elles étaient détenues par des soldats congolais de la MISCA, M. Ban a rappelé que trois enquêtes successives ont été conduites sur le terrain par le personnel des droits de l'homme de l'ONU pour tenter faire la lumière sur les faits, dont la première a eu lieu en juillet 2014.

« Les résultats des enquêtes des droits de l'homme de l'ONU ont été transmis aux autorités du pays d'accueil et, par la suite, au Conseil de sécurité [des Nations Unies] par le biais de la Commission internationale du rapport d'enquête », a indiqué M. Ban, ajoutant que l'unité impliquée a été rapatriée en République du Congo avant le transfert du pouvoir de la MISCA à la MINUSCA, en septembre 2014. Il a aussi précisé que cette unité n'avait ensuite pas été redéployée au sein de la MINUSCA.

Le rapport de Human Rights Watch apporte quant à lui de nouveaux éléments de preuve au sujet de ces disparitions. Selon l'ONG, une fosse commune récemment découverte près d'une base des forces de maintien de la paix à Boali a été exhumée le 16 février 2016. Elle contenait les restes de 12 personnes, par la suite identifiées comme celles ayant été détenues par les soldats de maintien de la paix congolais en mars 2014. L'ONG précise dans son rapport que cette exhumation des corps vient contredire la déclaration antérieure des forces de maintien de la paix soutenant que les victimes s'étaient échappées.

« Les Nations Unies n'ont pas été informées de l'exhumation de la fosse commune en février 2016, suite à un décret du Préfet de Boali, exhumation qui a été menée par une ONG internationale », a déclaré M. Ban.

Le rapport de Human Rights Watch documente également la mort sous la torture de deux leaders anti-balaka à Bossangoa en décembre 2013, l'exécution publique de deux Anti-balaka présumés à Mambéré en février 2014, et les passages à tabac ayant entraîné la mort de deux civils à Mambéré en juin 2015 par des soldats de maintien de la paix congolais.

« Le meurtre présumé de deux personnes, en juin 2015 à Mambéré, par des Casques bleus de la République du Congo déployés au sein de la MINUSCA a fait rapidement l'objet d'une enquête par la Mission de l'ONU », a rappelé le Secrétaire général, ajoutant que la MINUSCA avait rapporté les faits dans un communiqué de presse, publié le 10 juin 2015.

M. Ban a rappelé que 20 membres du contingent de la République du Congo, dont deux commandants, avaient ensuite été rapatriés pour des raisons disciplinaires et interdits de déploiement au sein d'une mission de paix de l'ONU.

Il a ajouté qu'une Commission d'enquête avait été créée au siège de l'ONU en avril 2016, dont les conclusions seraient bientôt rendues publiques.

Le chef de l'ONU a rappelé qu'en mai 2016, l'ONU a reçu des informations préliminaires de la part des autorités congolaises concernant divers processus d'enquête et judiciaires en cours, ainsi que des mesures disciplinaires provisoires prises à l'encontre des individus et commandants impliqués dans ces incidents.

Il a aussi rappelé que, dans une note verbale datée du 12 mai 2016, la République du Congo a exprimé ses « profonds regrets » face à ces incidents et a promis de « veiller à ce que justice soit faite ».

« L'Organisation des Nations Unies continue de suivre activement les résultats de ces processus », a déclaré M. Ban.

Journée mondiale des océans : l'ONU demande aux Etats de s'engager à les protéger



Des bouteilles de plastique et des ordures au Timor l'este. Photo ONU/Martine Perret

8 juin - A l'occasion de la Journée mondiale de l'océan qui est célébrée chaque année le 8 juin, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a demandé mercredi aux Etats de s'engager à protéger les océans et à exploiter leurs dons de manière pacifique, équitable et viable en pensant aux générations futures.

« Des océans sains sont essentiels à la vie sur Terre. Ils participent à la régulation du climat et procurent entre autres des ressources naturelles, des aliments nutritifs et des emplois à des milliards de personnes », a dit M. Ban dans un message. « La santé des océans est capitale pour la santé de la planète et pour notre santé à tous ».

Les pressions humaines, dont la surexploitation, la pêche illégale, non déclarée et non réglementée, ainsi que les pratiques d'aquacultures non durables, la pollution marine, la destruction de l'habitat, les espèces exotiques, le changement climatique et l'acidification des océans ont des effets négatifs majeurs sur les océans et les mers de la planète.

La pollution due au plastique est ainsi une menace sérieuse parce que cette substance se dégrade très lentement et pollue les cours d'eau pendant longtemps. En outre, la pollution plastique a un effet sur la santé des animaux aquatiques parce que ceux-ci, en particulier le zooplancton, s'en nourrissent. Les scientifiques redoutent également les effets néfastes du plastique sur la santé des individus.

Selon le Secrétaire général, afin de préserver la santé de nos océans, il faut connaître leur état actuel et comprendre quels effets les activités humaines et les changements climatiques ont sur eux. En décembre dernier, l'Assemblée générale de l'ONU a pris connaissance de la première évaluation mondiale intégrée du milieu marin, une évaluation scientifique mondiale de l'état des océans de la planète.

« Si les océans nous paraissent immuables, nous savons maintenant que leur capacité à résister aux activités humaines est limitée, notamment parce qu'ils doivent également faire face aux menaces posées par les changements climatiques. Il est urgent de prendre des mesures au plan mondial pour atténuer les nombreux dangers qui les menacent et les protéger de ceux qui, à l'avenir, pourraient mettre leur stabilité en péril », a dit M. Ban.

L'an dernier, par l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030, les États Membres ont souligné que la réalisation des objectifs de développement durable ne pouvait se faire sans des océans sains et productifs. La santé des océans est également au cœur des mesures prévues aux fins de l'application de l'Accord de Paris pour s'adapter aux changements climatiques et les atténuer.

De son côté, la Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova, a rappelé que l'océan était « un moteur essentiel du progrès ».

« La Journée mondiale des océans est l'occasion d'amener l'ensemble des acteurs et parties prenantes à améliorer la protection et la gestion des sites du patrimoine culturel subaquatique, tout en mettant en lumière l'importance de ce dernier dans la compréhension des défis globaux », a dit Mme Bokova.

L'UNESCO, par l'action du Secrétariat à la Convention de 2001 sur la protection du patrimoine culturel subaquatique, assiste les États membres dans la protection de leur patrimoine culturel submergé par une mise en œuvre efficace de la Convention de 2001. L'UNESCO fournit également aux États membres des lignes directrices pour un usage adéquat et durable des ressources culturelles subaquatiques, garantissant l'application des meilleurs standards scientifiques internationaux.

Érythrée : des crimes contre l'humanité ont été commis de manière systématique, selon l'ONU



Le Président de la Commission d'enquête sur la situation des droits de l'homme en Érythrée, Mike Smith. Photo : ONU /Jean-Marc Ferré

8 juin - La Commission d'enquête de l'ONU sur la situation des droits de l'homme en Érythrée a publié mercredi un nouveau rapport indiquant que des crimes contre l'humanité ont été commis de manière généralisée et systématique dans les centres de détention, les camps d'entraînement militaire et d'autres endroits à travers le pays au cours des 25 dernières années dans ce pays.

Selon ce rapport, les crimes de réduction en esclavage, d'emprisonnement, de disparitions forcées, de torture, de persécution, de viol, de meurtre et d'autres actes inhumains ont été commis dans le cadre d'une campagne généralisée et systématique visant à instiller la peur, à dissuader l'opposition et à contrôler la population civile érythréenne depuis que les autorités érythréennes ont pris le contrôle du territoire érythréen en 1991.

« L'Érythrée est un État autoritaire. Il n'y a pas de système judiciaire indépendant, pas d'assemblée nationale et il n'y a pas d'institutions démocratiques en Érythrée. Cela a créé un vide de gouvernance et d'état de droit qui entraîne un climat d'impunité propice aux crimes contre l'humanité qui sont commis depuis plus d'un quart de siècle. Ces crimes se produisent encore aujourd'hui », a déclaré Mike Smith, le Président de la Commission d'enquête dans un communiqué de presse.

« Il n'existe aucune véritable perspective que le système judiciaire érythréen traduise en justice, de manière équitable et transparente, les auteurs présumés de ces crimes. Les auteurs de ces crimes doivent faire face à la justice et les voix des victimes doivent être entendues. La communauté internationale doit maintenant prendre des mesures, y compris en référant la situation à la Cour pénale internationale ainsi qu'en utilisant les tribunaux nationaux compétents et tout autre mécanisme disponible, en vue d'établir les responsabilités pour les atrocités commises en Érythrée », a-t-il ajouté.

Le rapport souligne également que « les Érythréens continuent d'être soumis à un service national illimité et que la durée illimitée du service militaire ou du service national est souvent mentionnée par les Érythréens comme la raison principale qui les pousse à fuir leur pays ».

Selon la commission d'enquête, le rapport ne fait état d'aucune amélioration de la situation des droits de l'homme en Érythrée depuis la publication du premier rapport de cette commission en juin 2015.

Le rapport indique que « l'apparence de tranquillité et de normalité aux yeux d'un visiteur occasionnel du pays et de ceux confinés à certains quartiers de la capitale contredit les schémas persistants de violations des droits de l'homme ».

Malgré les demandes adressées au gouvernement érythréen, la Commission n'a pas été en mesure de se rendre en Érythrée. La Commission reste ouverte à la possibilité de visiter l'Érythrée afin de présenter ces dernières conclusions et recommandations directement au gouvernement.

Climat : l'ONU se félicite du soutien de l'Inde et des Etats-Unis à une entrée en vigueur rapide de l'Accord de Paris



La salle de l'Assemblée générale des Nations Unies lors de la cérémonie de signature de l'Accord de Paris sur le climat. Capture vidéo

8 juin - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a salué la déclaration conjointe faite mardi par le Premier ministre d'Inde, Narendra Modi, et le Président des Etats-Unis, Barack Obama, annonçant leur soutien à une entrée en vigueur rapide de l'Accord de Paris sur le changement climatique.

« Le Secrétaire général se félicite des mesures nationales prises par les deux pays pour adhérer à l'Accord de Paris, dès que possible, y compris en 2016, et leurs efforts de collaboration pour lutter contre le changement climatique », a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse publiée mardi soir.

M. Ban est en outre encouragé par la volonté de l'Inde et des États-Unis de poursuivre des politiques de développement à faibles émissions de gaz à effet de serre et de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Cette annonce conjointe par l'Inde et les États-Unis, qui intervient suite à la Déclaration des dirigeants du G7 à Ise-Shima et la cérémonie de signature de l'Accord de Paris le 22 avril, démontre la dynamique croissante vers l'entrée en vigueur rapide et la mise en œuvre réussie de l'Accord de Paris, a ajouté le porte-parole du Secrétaire général.

A ce jour, 177 Parties ont signé l'Accord de Paris et 17 l'ont ratifié.

« Le Secrétaire général encourage tous les pays à accélérer leurs processus nationaux pour adhérer ou ratifier l'accord afin d'assurer son entrée en vigueur rapide », a dit son porte-parole.

L'Accord de Paris a été conclu le 12 décembre 2015 dans la capitale française, lors de la 21ème Conférence des Etats parties à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements Climatiques (CCNUCC), dite COP21. Dans le cadre de cet accord historique, les 196 Etats parties à la Convention-cadre se sont engagés à prendre des mesures pour maintenir l'élévation de la température mondiale en dessous de 2 degrés Celsius d'ici la fin du siècle.

Papouasie-Nouvelle-Guinée : Ban Ki-moon lance un appel au calme



Le Secrétaire général Ban Ki-moon,
Photo ONU/Mark Garten

8 juin - Alors que des manifestations agitent la Papouasie-Nouvelle-Guinée depuis environ un mois, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est inquiété mercredi de rapports faisant état de violences entre les manifestants et les forces de l'ordre.

Selon la presse, la police de Papouasie-Nouvelle-Guinée a ouvert le feu mercredi sur des étudiants qui manifestaient dans la capitale Port-Moresby contre le Premier ministre du pays, Peter O'Neill, blessant au moins 23 personnes. Depuis près d'un mois, les étudiants boycottent les cours pour demander la démission de M. O'Neill.

Dans une déclaration de presse rendue publique par son porte-parole, le Secrétaire général s'est dit préoccupé par les rapports faisant état de « violents affrontements entre étudiants et policiers » à Port-Moresby.

Tout en appelant au calme, M. Ban a souligné l'importance du respect du droit de manifester pacifiquement et de la liberté de réunion. Il a également rappelé l'importance « de s'engager en faveur de l'état de droit, du dialogue et de la non-violence ».

La FAO et l'OIT veulent combattre le travail des enfants dans le secteur agricole



Au Népal, une jeune fille transporte des marchandises agricoles le long d'un sentier de montagne de 65 km. Photo : FAO / Franco Mattioli

8 juin - Dans la perspective de la Journée mondiale contre le travail des enfants qui sera célébrée le 12 juin, deux agences des Nations Unies ont lancé un nouveau cours de formation en ligne destiné à combattre le travail des enfants dans le secteur agricole.

A l'échelle mondiale, près de 60% de l'ensemble des enfants actifs – soit presque 100 millions de filles et de garçons - travaillent dans le secteur agricole. Parmi les pires formes de travail des enfants figurent les travaux dangereux susceptibles de nuire à leur santé et à leur sécurité, ont souligné l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation internationale du travail (OIT).

« Pour atteindre l'objectif Faim Zéro, nous devons également mettre fin au travail des enfants », a déclaré le Directeur général de la FAO, José Graziano da Silva. « Cette question ne peut être traitée individuellement. Nous avons besoin de partenariats solides avec l'expertise et les ressources de chacun », a-t-il précisé lors d'un événement organisé à Rome.

« Les politiques et programmes agricoles jouent un rôle essentiel dans la lutte contre les causes profondes du travail des enfants et devraient être associés à des systèmes éducatifs efficaces qui répondent aux besoins des enfants et des jeunes en milieu rural. La mise en place de systèmes de protection sociale et la création d'emplois décents pour les jeunes et les adultes sont les éléments de base nécessaires pour mettre fin au travail des enfants dans l'agriculture », a-t-il ajouté.

Le Directeur général de l'OIT, Guy Ryder, a estimé de son côté que « les consommateurs sont en droit de s'attendre à ce que les personnes qui mettent les aliments dans leurs assiettes et fabriquent leurs vêtements ne soient pas des enfants travailleurs ou des travailleurs forcés ». « Les enfants vivant en milieu rural devraient pouvoir bénéficier d'une éducation de qualité et prétendre à des emplois décents au sein de leur communauté », a-t-il ajouté dans une déclaration lue lors de la réunion.

« Notre cours en ligne envoie un message clair: il est impératif de mettre fin au travail des enfants dans l'agriculture. Cet outil permettra, entre autres, de renforcer les capacités des intervenants du secteur agricole et des acteurs du monde du travail afin de garantir leur implication totale là où ils seront le plus utiles », a souligné M. Ryder.

Toute participation des enfants aux travaux agricoles n'est pas automatiquement considérée comme travail des enfants. Certains actes peuvent d'ailleurs leur être bénéfiques et les aider à acquérir des connaissances et à développer des aptitudes qui leur serviront dans le futur.

Toutefois, lorsque des enfants travaillent pendant de trop longues heures ou accomplissent des tâches ou encore des travaux dangereux, inappropriés à leur âge et susceptibles de nuire à leur santé et à leur éducation, il s'agit de travail des enfants et il faut lutter contre ce problème, selon les deux agences onusiennes.

Au Paraguay, l'ONU appelle la société toute entière à s'investir dans la prévention des catastrophes



Cérémonie d'ouverture d'une réunion de mise en œuvre du Cadre de Sendai sur la réduction des risques de catastrophes, à Asuncion, au Paraguay. Photo Radio ONU/Carla García

8 juin - A Asunción, la capitale du Paraguay, le chef du Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNISDR), Robert Glasser, a appelé mercredi tous les secteurs de la société à se mobiliser en faveur de la réduction des risques de catastrophe.

M. Glasser s'est rendu à Asuncion pour participer à une réunion de haut niveau, les 8 et 9 juin, visant à améliorer la mise en œuvre du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, dans cette région de plus en plus touchée par les tremblements de terre, les ouragans, l'activité volcanique, et les sécheresses et inondations provoquées par le phénomène climatique El Niño.

Intitulée #SendaiAmericas, il s'agissait de la première rencontre ministérielle de haut niveau sur la mise en œuvre du Cadre de Sendai.

« En plus de la réduction des pertes économiques, la réduction des vulnérabilités sociales est un pilier très important à l'ordre du jour de la réduction des risques de catastrophe », a déclaré le chef de l'UNISDR, à l'ouverture de la réunion.

« Nous devons donc mettre en œuvre une approche inclusive et centrée sur les personnes, capable de mobiliser l'ensemble de la société et tous les secteurs si nous voulons atteindre les résultats nécessaires », a-t-il poursuivi, insistant sur la nécessité de rendre le monde plus sûr et plus résilient pour les générations futures.

Le Cadre de Sendai, qui se focalise à la fois sur les catastrophes naturelles et sur les désastres d'origine humaine, est un plan d'action mondial pour atténuer l'impact de ces catastrophes. Il est considéré comme un facteur clé d'éradication de la pauvreté et de réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Le Procureur du TPIY met en garde contre un possible regain de nationalisme dans la région



Le Procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), Serge Brammertz. Photo ONU/Loey Felipe

8 juin - A l'occasion d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU sur les tribunaux pénaux internationaux, le Procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), Serge Brammertz, a déclaré mercredi que le TPIY était sur la bonne voie pour remplir son mandat d'ici fin 2017, tout en émettant des craintes quant à la possible résurgence de tensions ethniques dans la région.

M. Brammertz a rappelé que le TPIY avait récemment franchi une étape supplémentaire vers la fin de son mandat, prévu pour la fin 2017, en rendant des arrêts dans trois affaires clés : l'ordre donné par la Chambre d'appel du TPIY, le 15 décembre 2015, de réviser le procès des deux chefs du renseignement serbes, Jovica Stanisic and Franko Simatovic, qui avaient initialement été acquittés de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité en

2013 ; la condamnation, le 24 mars 2016, du Président de la République serbe autoproclamée de Bosnie, Radovan Karadzic, pour crime de génocide ; et l'acquittement par la Chambre de première instance du TPIY, le 31 mars 2016, du nationaliste serbe Vojislav Seselj, pour lequel le Bureau du Procureur a fait appel.

Le Procureur du TPIY a noté que, dans cette phase finale, la coopération de la Bosnie Herzégovine, la Croatie et la Serbie était d'une importance capitale, s'agissant notamment de l'accès de son Bureau à des documents d'archive.

« Mon Bureau regrette que la Serbie ait tourné le dos à la coopération avec le Tribunal », a toutefois déploré M. Brammertz, précisant que le pays refusait, depuis près d'un an et demi, de se donner suite à des mandats d'arrêt et de transfert émis par le

TPIY concernant trois accusés.

« Il revient maintenant à la Serbie de démontrer qu'elle respectera ses engagements à coopérer avec le Tribunal, à soutenir la responsabilité pour les crimes de guerre et à promouvoir efficacement la coopération régionale », a déclaré le Procureur.

M. Brammertz a par ailleurs signalé que, ces dernières années, des évolutions positives avaient eu lieu sur le plan de la justice pour les crimes de guerre, aussi bien au niveau national qu'en matière de coopération régionale.

« Malheureusement, la situation politique dans toute la région se déplace actuellement dans la direction opposée. Trop d'hommes politiques et de personnalités publiques nient des vérités pourtant bien établies, attisant les tensions ethniques et répétant les slogans nationalistes du passé », a déploré le Procureur, ajoutant que ces développements risquent de remettre en cause les progrès accomplis.

« Conformément à la stratégie d'achèvement, obtenir une plus grande responsabilité pour les crimes dépendra désormais de la capacité des juridictions pénales nationales à poursuivre les travaux du TPIY et du TPIR [Tribunal pénal international pour le Rwanda] », a déclaré le Procureur.